

## PRESENTATION PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

### DES RESOLUTIONS PROPOSEES

### A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 25 AVRIL 2013

Les résolutions arrêtées par le Conseil d'Administration lors de sa séance du 13 février 2013, et qu'il vous est proposé d'adopter, relèvent, pour les résolutions 1 à 12, 19 et 25 de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire, et pour les résolutions 13 à 18 et 20 à 24 de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

#### EXERCICE 2012 – COMPTES ANNUELS ET AFFECTATION DU RESULTAT

##### *(Trois résolutions relevant de la partie ordinaire de l'Assemblée Générale)*

Nous soumettons en premier lieu à votre approbation les comptes annuels de la Société (*première résolution*) ainsi que les comptes consolidés du Groupe (*deuxième résolution*) pour l'exercice 2012.

La présentation de ces comptes, l'exposé de la situation financière, de l'activité et des résultats du Groupe et de la Société au cours de l'exercice écoulé, ainsi que les diverses informations prescrites par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, figurent aux **chapitres 2 et 6 du Document de Référence 2012** qui sera disponible sur le site [www.imerys.com](http://www.imerys.com) à compter du 21 mars 2013.

Vous êtes ensuite appelés à statuer sur l'affectation du résultat de la Société pour l'exercice 2012 (*troisième résolution*).

Le résultat net de la Société pour l'exercice écoulé s'élève à 60 415 360,23 euros, auquel s'ajoute le montant du report à nouveau figurant au bilan de 258 940 304,83 euros, formant ainsi un total distribuable de 319 355 665,06 euros.

Nous vous proposons d'affecter un montant global de 116 821 246,30 euros au versement d'un dividende unitaire de 1,55 euro par action pour les 75 368 546 actions composant le capital de la Société au 1<sup>er</sup> janvier 2013 (**voir paragraphe 7.2.1 du chapitre 7 du Document de Référence 2012**) et d'affecter le solde au compte "report à nouveau".

Il est précisé que le montant total du dividende distribué serait ajusté en fonction du nombre d'actions émises depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 à la suite de levées d'options de souscription d'actions, ayant droit au dividende de l'exercice 2012 à la date de paiement de ce dividende. Le montant affecté au report à nouveau serait en conséquence arrêté sur la base du montant total du dividende effectivement mis en paiement.

Par ailleurs, si la Société était appelée à détenir certaines de ses propres actions au jour de la mise en paiement du dividende, les sommes correspondant aux dividendes qui n'auraient pas été distribuées de ce fait, seraient affectées au report à nouveau. Le dividende serait mis en paiement à compter du 13 mai 2013. En application des dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que la totalité du dividende proposé au titre de l'exercice 2012 est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, prévu au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts.

Nous vous rappelons également que les sommes distribuées à titre de dividendes au titre des trois exercices précédents ont été les suivantes :

Exercice clos le :	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Dividende net par action	1,50 €*	1,20 €*	1,00 € *
Nombre d'actions rémunérées	75 175 846	75 497 951	75 505 458

\* dividende éligible à l'abattement de 40 %.

Avec un montant net de 1,55 euro par action, le dividende proposé au titre de l'exercice 2012 enregistre une hausse de 3,3 % par rapport au dividende versé au titre de l'exercice précédent.

## CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES

---

### *(Une résolution relevant de la partie ordinaire de l'Assemblée Générale)*

En application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous vous demandons de bien vouloir statuer sur le rapport spécial des Commissaires aux comptes portant sur les conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce et reproduit au **paragraphe 2.2.3 du chapitre 2 du Document de Référence 2012**.

Nous vous rappelons que l'Assemblée Générale Mixte du 26 avril 2012 a approuvé les conventions et engagements réglementés présentés ci-après, tels qu'autorisés par le Conseil d'Administration en sa séance du 15 février 2012 :

- les modifications apportées au régime supplémentaire de retraite à prestations définies dont bénéficie, notamment, M. Gilles Michel, Président-Directeur Général, ainsi que
- la poursuite de l'engagement pris par la Société en faveur de M. Gilles Michel au titre de l'indemnité qui lui serait due dans le cas où il serait mis fin à son mandat social à l'initiative de la Société ou en cas de départ contraint lié à un changement de contrôle ou de stratégie.

Aucune autre convention ni aucun autre engagement soumis aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce n'a été conclu au cours de l'exercice 2012.

Les conventions et engagements réglementés approuvés en 2012 ou au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie en 2012, font l'objet d'une présentation détaillée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes.

## COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

---

### *(Sept résolutions relevant de la partie ordinaire de l'Assemblée Générale)*

Un deuxième ensemble de résolutions concerne la composition du Conseil d'Administration. Viennent à échéance à l'issue de la présente Assemblée, les mandats de Madame Fatine Layt et de MM. Ian Gallienne, Jean Monville, Robert Peugeot, Olivier Pirotte, Amaury de Seze, et Pierre-Jean Sivignon.

Lors de sa séance du 13 février 2013, le Conseil a décidé, suivant les recommandations du Comité des Nominations et des Rémunérations de proposer à l'Assemblée Générale de :

- renouveler les mandats d'Administrateurs de Madame Fatine Layt et de Messieurs Ian Gallienne, Robert Peugeot, Olivier Pirotte et Amaury de Seze pour une nouvelle période de 3 ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2016 à statuer sur les comptes de l'exercice 2015 (*cinquième à neuvième résolutions*) ;
- nommer pour une durée de 2 ans, conformément à la possibilité offerte par les statuts de la Société, Madame Marie-Françoise Walbaum en qualité de nouvel Administrateur, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2015 à statuer sur les comptes de l'exercice 2014 (*onzième résolution*).

Lors de cette même séance, le Conseil, a également pris acte du souhait de Messieurs Jean Monville et Pierre-Jean Sivignon de ne pas solliciter le renouvellement de leur mandat d'administrateur et a décidé de ne pas proposer de nouvelles candidatures pour leur succéder.

Enfin, nous vous rappelons que le Conseil d'Administration a nommé, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2012, Madame Marion Guillou en qualité de nouvel Administrateur en remplacement de M. Maximilien de Limburg Stirum pour la durée de son mandat restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2014, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2013. Conformément à la loi, il vous est demandé de ratifier cette nomination (*dixième résolution*).

Nous vous informons que les informations et renseignements professionnels concernant les Administrateurs dont le renouvellement de mandat et la ratification vous sont proposés, figurent au **paragraphe 3.1.3 du chapitre 3 du Document de Référence 2012**. Ceux concernant Madame Marie-Françoise Walbaum sont présentés ci-après :

Informations professionnelles concernant Madame Marie-Françoise Walbaum (née le 18 mars 1950, de nationalité française) :

Titulaire d'une maîtrise de sciences économiques et d'un Diplôme Universitaire de sociologie de l'Université Paris X, Marie-Françoise Walbaum débute sa carrière en 1973 chez BNP (Banque Nationale de Paris) et occupe jusqu'en 1981 différents postes dans la banque de détail et l'analyse de crédit. De 1981 à 1994, elle assume successivement les fonctions de chef de mission à l'Inspection Générale de BNP, puis Directeur Général de SICAV et Directeur Général de la société de bourse Patrick Dubouzet S.A. En 1994, Marie-Françoise Walbaum devient responsable des participations cotées et non cotées ainsi que du portefeuille de fonds de Private Equity de BNP Paribas. Après 39 ans de carrière, Marie-Françoise Walbaum a cessé ses fonctions au sein de BNP Paribas le 30 septembre 2012.

Conformément aux principes retenus par la Société quant à la qualification d'indépendance de ses Administrateurs, et après examen de leur situation personnelle, le Comité des Nominations et des Rémunérations a reconnu cette qualité à Mesdames Layt, Guillou et Walbaum ainsi qu'à M. Peugeot. Cette qualité n'est en revanche pas conférée à MM. Ian Gallienne, Olivier Pirotte et Amaury de Seze, en tant que représentants d'actionnaires de contrôle de la Société.

À l'issue de l'Assemblée Générale du 25 avril 2013, et sous réserve de l'approbation des propositions ci-avant, le Conseil d'Administration serait composé comme suit :

Année de fin de mandat	Nom	Membre indépendant
2014	Aimery LANGLOIS-MEURINNE	Non
	Gérard BUFFIERE	Non
	Aldo CARDOSO	Oui
	Marion GUILLOU	Oui
	Arielle MALARD de ROTHCHILD	Oui
	Jacques VEYRAT	Oui
2015	Xavier Le CLEF	Non
	Jocelyn LEFEBVRE	Non
	Gilles MICHEL	Non
	Marie-Françoise WALBAUM	Oui
2016	Ian GALLIENNE	Non
	Fatine LAYT	Oui
	Robert PEUGEOT	Oui
	Olivier PIROTTE	Non
	Amaury de SEZE	Non

## PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS ET ANNULATION DES ACTIONS AUTO DETENUES

*(Deux résolutions, l'une relevant de la partie ordinaire de l'Assemblée Générale et l'autre relevant de la partie extraordinaire de l'Assemblée Générale)*

### PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

L'autorisation de racheter sur le marché des actions de la Société, donnée au Conseil d'Administration pour une durée de dix-huit mois par l'Assemblée Générale Mixte du 26 avril 2012, expirera le 25 octobre 2013 ; il vous est donc proposé de la renouveler dès à présent conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et 241-1 à 241-6 du règlement général de l'AMF (*douzième résolution*). Pour plus d'informations concernant la mise en œuvre en 2012 par la Société de ses programmes de rachat d'actions, **voir paragraphe 7.2.4 du chapitre 7 du Document de Référence 2012**.

Il est rappelé que la nouvelle autorisation sollicitée a pour but de permettre l'achat par la Société de ses propres actions :

- en vue de l'annulation ultérieure des actions ainsi acquises, par réduction du capital de la Société, afin de compenser l'impact dilutif pour les actionnaires que pourraient avoir l'attribution d'options de souscription d'actions et/ou l'attribution gratuite d'actions de performance conditionnelles ;
- en vue d'animer le marché par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant au nom et pour le compte de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une Charte de Déontologie reconnue par l'AMF ;
- dans le cadre de la participation des salariés à des plans d'actionnariat mis en place par la Société, ou en vue de la livraison ou de la remise à certains salariés et mandataires sociaux du Groupe, d'actions résultant de l'exercice d'options d'achat ou de l'octroi d'actions gratuites ; et
- pour la remise ou l'échange d'actions à l'occasion notamment d'émission de titres ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, ou dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Le nombre d'actions susceptibles d'être acquises au titre de cette nouvelle autorisation ne pourrait excéder 10 % du nombre de titres émis et en circulation au 1<sup>er</sup> janvier 2013, soit 7 536 854 actions. Le nombre d'actions susceptible d'être détenu, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, ne pourrait dépasser 10 % des actions composant le capital.

Enfin, le prix maximum d'achat serait de 70 euros par action, représentant ainsi un montant d'investissement maximum de 527,6 millions d'euros.

Le descriptif de ce nouveau programme, établi conformément aux dispositions des articles 241-1 à 242-6 du règlement général de l'AMF, sera disponible sur le site Internet de la Société ([www.imerys.com](http://www.imerys.com) – rubrique News & Media Center - Information Réglementée) préalablement à la tenue de l'Assemblée Générale du 25 avril 2013 et pourra également être obtenu, sur simple demande, au siège de la Société.

## ANNULATION D' ACTIONS AUTO-DETENUES

Il vous est également proposé de renouveler l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'annuler tout ou partie des actions auto-détenues par la Société au titre de ses programmes de rachat d'actions, dans la limite de 10 % de son capital par période de 24 mois, en procédant à une réduction corrélative de son capital social et en imputant la différence entre la valeur d'achat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles (*vingt-quatrième résolution*).

## AUTORISATIONS FINANCIERES

---

**(Neuf résolutions, une relevant de la partie ordinaire de l'Assemblée Générale, les huit autres relevant de la partie extraordinaire de l'Assemblée Générale)**

Le Conseil d'Administration dispose d'un ensemble d'autorisations financières, renouvelées en dernier lieu par l'Assemblée Générale Mixte du 28 avril 2011, lui permettant d'augmenter les capitaux propres de la Société au moyen de l'émission d'actions ou de toutes valeurs mobilières représentatives de créances ou donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société, avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription, ou encore par incorporation de réserves, primes, bénéfices ou autres (le tableau synthétique des délégations et autorisations financières en vigueur à ce jour est disponible sur le site [www.imerys.com](http://www.imerys.com) et figure également au **paragraphe 7.2.3 du chapitre 7 du Document de Référence 2012**).

Comme par le passé, ces autorisations financières ont été conçues pour donner au Conseil d'Administration la plus grande latitude et la plus grande flexibilité afin de décider des modalités d'émission les plus favorables et appropriées au développement de la Société et de son Groupe et les plus adaptées à l'évolution du marché et au contexte financier du moment.

Il n'a été fait usage d'aucune de ces délégations et autorisations qui arriveront à échéance en juin 2013. Il vous est donc proposé de les renouveler selon les conditions présentées ci-après (le tableau récapitulatif des délégations et autorisations financières dont le renouvellement vous est proposé est disponible sur le site [www.imerys.com](http://www.imerys.com) et figure également au **paragraphe 7.2.3 du chapitre 7 du Document de Référence 2012**).

## ÉMISSIONS D' ACTIONS OU DE VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL AVEC MAINTIEN OU SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION

Les émissions d'actions ordinaires ou de toutes autres valeurs mobilières pourraient, au choix du Conseil d'Administration, s'effectuer avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription (*treizième et quatorzième résolutions*). Afin de tenir compte des recommandations de place, le Conseil vous propose de ramener le plafond des augmentations de capital pouvant être ainsi réalisées avec maintien du droit préférentiel de souscription à 75 millions d'euros (contre 80 millions précédemment), soit environ 50 % du capital social au 31 décembre 2012, et 30 millions (contre 37 millions d'euros précédemment), soit environ 20 % du capital social au 31 décembre 2012, en cas de suppression de ce droit. La suppression du droit préférentiel de souscription permettrait, d'une part, de solliciter un plus grand nombre d'investisseurs, tant sur le marché français que sur le marché international, et, d'autre part, de faciliter la réalisation des émissions en raison notamment de la réduction de leur délai de mise en œuvre, étant précisé que le Conseil d'Administration pourrait, en tout état de cause, conférer aux actionnaires une priorité de souscription pendant un délai et selon des modalités qu'il fixerait conformément à la réglementation en vigueur. Il est précisé que le prix de souscription des actions susceptibles d'être émises en vertu de cette délégation serait fixé par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions des articles L. 225-136 1° et R. 225-119 du Code de commerce ; il devrait donc être au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %. Enfin, la quatorzième résolution prévoit que des actions ordinaires pourraient être émises à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la Société dans le cadre d'une offre publique d'échange de titres répondant aux conditions fixées par l'article L. 225-148 du Code de commerce.

## AUGMENTATIONS DE CAPITAL DANS LE CADRE D'UNE OFFRE PAR PLACEMENT PRIVE

Il vous est également proposé de renouveler la délégation conférée au Conseil en vue de procéder à des augmentations de capital, par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, par placement privé (*quinzième résolution*). Ces augmentations de capital seraient réalisées avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs tels que définis à l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, permettant ainsi à la Société de bénéficier d'une souplesse et d'une rapidité d'accès au marché. Le Conseil d'Administration vous propose que le plafond global annuel des augmentations de capital pouvant être réalisées en vertu de cette délégation soit ramené à 15 % du capital social (contre 20 % actuellement, soit le seuil maximal prévu par la réglementation en vigueur) ce montant devant s'imputer sur le montant nominal global de 30 millions d'euros prévu pour les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées avec suppression du droit préférentiel de souscription. Enfin, le prix de souscription des actions susceptibles d'être émises en vertu de cette délégation serait fixé conformément aux dispositions de l'article R. 225-119 du Code de commerce ; il devrait donc être au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %. Cette délégation permettrait d'accéder plus rapidement au marché.

## AUGMENTATION DU NOMBRE DE TITRES A EMETTRE EN CAS DE DEMANDE EXCEDENTAIRE

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du Code de Commerce, la délégation de compétence prévue à la *seizième résolution* permettrait au Conseil, s'il constatait une demande excédentaire de souscription dans le cadre d'une émission décidée en vertu de la treizième, quatorzième ou quinzième résolutions, d'augmenter le nombre de titres à émettre, dans les conditions et délais prévus par la réglementation en vigueur et dans la limite des plafonds prévus par les résolutions précitées. En vertu des dispositions de l'article R. 225-118 du Code de commerce, les conditions et délais actuellement applicables sont les suivants : augmentation du nombre de titres dans les trente jours de la clôture de la souscription, dans la limite de 15 % de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale. Cette faculté précédemment offerte au Conseil d'Administration dans le cadre des résolutions avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription approuvées par l'Assemblée Générale Mixte du 28 avril 2011, fait désormais l'objet d'une résolution distincte afin de se conformer aux meilleures pratiques de place.

## FIXATION DU PRIX D'EMISSION

Il vous est en outre proposé au titre de la *dix-septième résolution* de renouveler l'autorisation donnée au le Conseil d'Administration, en cas d'émissions d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sans droit préférentiel de souscription, de déroger, dans la limite annuelle de 10 % du capital de la Société, aux conditions de fixation du prix d'émission de ces actions et valeurs mobilières, et de fixer ce prix :

- s'agissant du prix d'émission des actions ordinaires, à un montant qui serait au moins égal au cours de clôture de l'action Imerys à la dernière séance de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminué d'une décote maximale de 10 % ; et
- s'agissant du prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital, à un montant tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission des actions visé ci-avant.

Cette faculté, prévue par les dispositions de l'article L. 225-136, 1° al. 2 du Code de commerce, permettrait ainsi de procéder à des augmentations de capital en cas de tendance baissière du cours de l'action Imerys, ce que la quatorzième résolution ne permettrait pas.

## AUGMENTATIONS DE CAPITAL EN VUE DE REMUNERER DES APPORTS EN NATURE

Vous êtes également appelés à reconduire la délégation de compétence conférée au Conseil d'Administration en vue de procéder à une ou plusieurs augmentations de capital en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société en dehors d'une offre publique d'échange et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital d'une autre société, dans la limite de 10 % du capital de la Société, et sur présentation d'un rapport émis par un ou plusieurs commissaire(s) aux apports (*dix-huitième résolution*).

## AUGMENTATIONS DE CAPITAL PAR INCORPORATION DE PRIMES, RESERVES OU AUTRES

La *dix-neuvième résolution*, à caractère ordinaire, prévoit de nouveau la possibilité d'augmenter le capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou toute autre somme dont la capitalisation serait admise, dans la limite du montant nominal global prévu par la treizième résolution, soit 75 millions d'euros. Une telle augmentation de capital se traduirait par la création et l'attribution gratuite d'actions et/ou par l'élévation du nominal des actions existantes.

## ÉMISSIONS DE VALEURS MOBILIERES DONNANT DROIT A L'ATTRIBUTION DE TITRES DE CREANCE

Enfin, il vous est proposé de renouveler la délégation de compétence conférée au Conseil d'Administration en vue d'émettre des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créances (valeurs mobilières composées d'un titre primaire et d'un titre secondaire telles que des obligations convertibles ou remboursables en actions, obligations assorties de bons de souscription d'actions, etc ...) pour un montant maximum de 1 milliard d'euros (*vingtième résolution*).

### PLAFONDS DES EMISSIONS

Le plafond global des augmentations de capital de la Société pouvant résulter de l'utilisation des délégations et autorisations conférées par les treizième, quatorzième, quinzième, seizième, dix-huitième et dix-neuvième résolutions serait désormais fixé à 75 millions d'euros, soit environ 50 % du capital au 31 décembre 2012 (*vingt-et-unième résolution*). Il est par ailleurs rappelé que les montants d'augmentations de capital pouvant être réalisées avec suppression du droit préférentiel de souscription en vertu des quinzième, seizième et dix-huitième résolutions s'imputeraient sur le plafond spécifique fixé à la quatorzième résolution, soit 30 millions d'euros. À ces limites s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre du fait d'ajustements à opérer afin de préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières, ou d'autres titres donnant accès au capital, qui existeraient à la date de réalisation de l'émission de valeurs mobilières considérée.

Le montant nominal maximal des titres d'emprunt susceptibles d'être émis en vertu des autorisations relatives à l'émission de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital social ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créances, conférées par les treizième, quatorzième, quinzième, seizième, dix-huitième et vingtième résolutions, serait, quant à lui, maintenu à 1 milliard d'euros (*vingt-et-unième résolution*).

Ces diverses délégations et autorisations financières seraient accordées pour une durée de 26 mois et se substitueraient à celles précédemment données par l'Assemblée Générale Mixte du 28 avril 2011, qui seraient ainsi privées d'effet.

## AUTORISATIONS SPECIFIQUES EN FAVEUR DES SALARIES ET/OU MANDATAIRES SOCIAUX DU GROUPE

---

**(Deux résolutions relevant de la partie extraordinaire de l'Assemblée Générale)**

### AUGMENTATIONS DE CAPITAL RESERVEES AUX ADHERENTS A UN PLAN D'EPARGNE ENTREPRISE DE LA SOCIETE OU DU GROUPE

Il vous est proposé de renouveler, pour une nouvelle période de vingt-six mois, la délégation de compétence précédemment conférée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale du 28 avril 2011, à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux salariés et/ou mandataires sociaux adhérant à un plan d'épargne entreprise de la Société ou du Groupe (*vingt-deuxième résolution*). Sous réserve de votre approbation, cette délégation se substituerait à la précédente qui serait ainsi privée d'effet.

Les conditions de l'autorisation existante resteraient inchangées : suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des salariés bénéficiaires, prix des actions à émettre au moins égal à 80 % de la moyenne des cours cotés de l'action Imerys lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision d'émission, conformément à la loi, et plafond d'augmentation nominale du capital social fixé à 1,6 million d'euros. Il est précisé que ce plafond serait autonome et distinct du plafond global des augmentations de capital fixé à la vingt et unième résolution.

### BONS DE SOUSCRIPTION ET/OU D'ACQUISITION D'ACTIONS

Vous êtes enfin appelés à statuer sur le renouvellement de la délégation de compétence accordée au Conseil aux fins de procéder à des augmentations de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par émission de bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions ("BSA"), remboursables ou non, réservée aux salariés et mandataires sociaux du Groupe, ou à certaines catégories d'entre eux. Cette délégation de compétence vise à compléter et diversifier les instruments permettant à la Société d'associer les salariés et principaux dirigeants du Groupe au développement de ce dernier.

Les conditions de cette nouvelle délégation seraient les suivantes : le prix d'émission des BSA serait fixé par le Conseil d'Administration au jour de l'émission, sur la base d'un rapport d'expert indépendant nommé à cet effet et serait déterminé en fonction de paramètres influençant leur valeur tels que, notamment, la période d'incessibilité, la période d'exercice, le cours et la volatilité de l'action, la politique de distribution, de dividendes de la Société. Le prix de souscription des actions auxquelles donneraient droit les BSA serait quant à lui au moins égal à 110% de la moyenne des cours de clôture de l'action de la Société aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision d'émettre les bons (*vingt-troisième résolution*).

18 mars 2013

Il est précisé que le montant nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation ne pourrait être supérieur à 5 % du capital de la Société au jour de l'émission, étant précisé que ce plafond serait commun à ceux prévus pour l'attribution d'actions gratuites et l'octroi d'options de souscription ou d'achat d'actions Imerys à des salariés et mandataires de la Société tels qu'autorisés par l'Assemblée Générale Mixte du 26 avril 2012.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce, cette nouvelle délégation serait consentie pour une durée de 18 mois à compter du jour de l'Assemblée et se substituerait à la précédente, qui serait ainsi privée d'effet.

## POUVOIRS

La *vingt-cinquième et dernière résolution* a pour objet de conférer les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des formalités légales consécutives à la présente Assemblée.